

Pourquoi ce régime de faveur accordé à l'étiquetage des boissons alcoolisées ?

■ Une organisation citoyenne dénonce le manque de transparence sur les composants des boissons alcoolisées.

Pourquoi donc les boissons alcoolisées jouiraient-elles d'un traitement de faveur par rapport aux denrées alimentaires s'agissant d'afficher clairement sur l'étiquette la liste des ingrédients qui rentrent dans la composition et la valeur nutritionnelle ?

C'est la question qui taraude, ou plus exactement qui agace Towa (Transparency for Organic World Association), une organisation citoyenne qui rassemble des consommateurs et des producteurs "œuvrant bénévolement et avec le soutien de scientifiques (médecins, toxicologues, biologistes, juristes, agronomes...) au renforcement de la législation existante par une "transparence pertinente" en ajoutant davantage de paramètres santé, et en intégrant des paramètres sociétaux et de développement soutenable aux produits".

Comme l'explique Olivier Paul-Morandini, qui se proclame "vigneron sur le tard" et initiateur de Towa: "Cela fait 40 ans que les filières des boissons alcoolisées parviennent à échapper aux réglementations sur l'étiquetage: déclarer les ingrédients, dont les additifs et la valeur nutritionnelle sur l'étiquette de la bouteille. [...] De surcroît, au lieu de mettre fin à cette situation, la Commission européenne offre la possibilité aux quatre secteurs alcooliers de rédiger une autorégulation, ce qui revient à poursuivre le régime d'exception sous une autre forme. Et ce qui est contraire à l'uniformisation des règles d'étiquetage pour faciliter la compréhension des consommateurs". Et de s'interroger: "Est-ce dû à l'influence des lobbys des grandes filières? Au manque d'actions des associations de consommateurs?"...

Essentielles et pourtant absentes

Reste que, pour Towa, une chose est claire et évidente: "Il est urgent de rétablir une information loyale, précise et accessible sur les résidus de pesticides, les ingrédients et additifs présents dans les boissons alcoolisées. [...] Ces informations sont essentielles pour permettre au consommateur d'être en capacité d'opérer ses choix de façon éclairée et en conscience".

Aussi l'organisation a-t-elle identifié trois failles réglementaires qui entravent la transparence sur les composants utilisés dans les boissons alcoolisées.

L'organisation Towa a identifié trois failles réglementaires qui entravent la transparence sur les composants utilisés dans les boissons alcoolisées.

"Cela fait 40 ans que les filières des boissons alcoolisées parviennent à échapper aux réglementations sur l'étiquetage."

Olivier-Paul Morandini
Initiateur de Towa



Des étiquettes qui ne disent pas grand-chose...

3 QUESTIONS À



BELVAUX

Olivier-Paul Morandini, vigneron sur le tard, initiateur de Towa

1 Comment se fait-il, d'après vous, que les boissons alcoolisées ne soient pas soumises à la même réglementation que les denrées alimentaires? D'autres secteurs font-ils aussi exception?

Le précédent commissaire européen à la Santé avait déclaré que l'exception offerte à l'alcool n'avait aucune raison objective. "Follow the money"... À qui cela profite? À ceux qui veulent cacher les additifs! La filière vin a obtenu que la future réglementation définisse des règles qui leur sont spécifiques. Actuellement, il n'y a pas d'autres filières concernées, mais le maintien de ces traitements de faveur ne pourra que faire naître des velléités chez les filières gourmandes en additifs.

2 Quelles sont vos principales revendications?

Nos pistes de solution sont : premièrement, la suppression du privilège d'exception de mention des ingrédients dont les additifs sur l'étiquette (point 4 de l'article 16 du FIC) qui favorise un petit nombre de gros producteurs au détriment de la protection du consommateur. Deuxièmement, nous demandons de réguler les allégations vertes par des règles claires établies par un groupe de travail indépendant et multidisciplinaire. À ce jour, la Commission répond avoir sondé les laboratoires conseils des États membres. Mais que disent les toxicologues, les biologistes? Précédant son interpellation de la Commission européenne, la députée Frédérique Ries (MR) qualifiait de blanchiment le fait de relever les seuils de détection des molécules de pesticides. Nous avons sollicité le Commissaire Didier Reynders, dont la lettre de mission demande de combattre les allégations vertes. Troisièmement : nous demandons que la Commission calcule l'argent que coûtent les externalités, c'est-à-dire, les impacts négatifs des différents modes de production sur l'environnement, la société, dont la santé, l'économie.

3 Certaines choses sont-elles en passe d'être résolues?

Pour le lobby de l'alcool, oui! Ils vont probablement graver dans le marbre le "off label" qui va s'étendre du vin aux autres alcools. Pour le citoyen, rien n'est moins sûr. La préparation du règlement sur l'alimentation durable est en cours et l'on parlera certainement des pesticides mais si on relève les seuils, on restera dépendants de ceux-ci voire on en multipliera le nombre en utilisant de faibles doses pour s'assurer de passer en dessous des nouveaux seuils relevés. Et le tout en utilisant des marques évoquant du bio, mais sans se donner la peine de passer par le processus de certification. La Commission a annoncé que son Green Deal ne pourrait réussir sans l'implication du consommateur : qu'elle ne gâche pas sa chance!

glements qui entravent la transparence sur les composants utilisés dans les boissons alcoolisées. Ces failles qui limitent le choix éclairé du consommateur "en minorant les intrants voire les seuils d'intrants utilisés ou encore en limitant l'accès à l'information" nécessitent un changement de réglementation, selon l'organisation qui déplore un manque de représentativité dans les négociations européennes actuelles (producteurs à l'échelle industrielle, mais aussi familiale, consommateurs soucieux de leur santé et de l'environnement...)

Les trois failles dans la réglementation

Première faille: les allégations "zéro/sans résidu de pesticides" – que l'on retrouve aussi sur des jus de fruits, légumes bruts, etc. – sont mensongères dans la mesure où elles n'interdisent pas l'usage de multiples pesticides en microdosage, relève Towa. "Ce 'zéro ou sans résidu' prend en effet généralement en compte les concentrations de pesticides exclusivement supérieures à 0,01 mg/L ou kg. Or, à ces doses et selon plusieurs études, la toxicité pour l'être humain et la biodiversité est avérée". Conséquence de cette politique d'étiquetage: le développement de pratiques consistant à traiter avec des pesticides, en petite quantité de sorte que la concentration de chaque molécule dans le produit fini analysé reste inférieure au seuil fixé à 0,01 mg/L ou kg, en utilisant notamment des pesticides CMR-PE pour lesquels même de très faibles doses sont toxiques. Le message à retenir pour le consommateur: un produit étiqueté sans résidu de pesticides n'équivaut pas dans ce contexte à un produit biologique.

Deuxième faille: si la nouvelle réglementation pour le vin prévoit bien un étiquetage des ingrédients composant la boisson dont ses additifs, depuis décembre 2021, la filière vin a la possibilité de modifier la déclaration des ingrédients dont celle des additifs. De ce fait, une partie des additifs voire des ingrédients comme l'ajout de sucre pourraient ne pas être déclarés. Une nouvelle opacité pour le consommateur et, "sans nuancier, une impossibilité pour un producteur bio d'excellence de se distinguer d'un producteur bas de gamme utilisant la panoplie d'additifs", ajoute Olivier-Paul-Morandini.

Troisième faille: Towa déplore que la filière du vin ait obtenu que les ingrédients (dont les additifs et le sucre) et six valeurs nutritionnelles sur sept obligatoires, puissent être déclarés uniquement sur support internet, via un QR code, et non sur le contenant, en l'occurrence l'étiquette physique de la bouteille ("on label"). La Commission elle-même indiquait récemment (via le JRC 09/2022) que le "off label" n'apporte pas le même degré d'information que le "on label". Or quels sont les consommateurs qui, en magasin, vont aller scanner le QR code pour trouver ces infos sur le Net? "Et comment va-t-il pouvoir comparer entre différents produits? C'est un parcours du combattant", fait encore remarquer le cofondateur de Towa.

Laurence Dardenne

EN BREF

Sécheresse

En Somalie, le chef de l'Onu "sonne l'alarme"

Le secrétaire général de l'Onu Antonio Guterres a "sonné l'alarme" et appelé à un "soutien international massif" mardi pour aider la Somalie, menacée par une sécheresse historique et potentiellement très meurtrière et fragilisée par une insurrection islamiste. Cinq saisons des pluies avortées consécutives dans certaines parties de la Somalie, ainsi qu'au Kenya et en Éthiopie, ont anéanti bétail et cultures et forcé au moins 1,7 million de personnes à quitter leur foyer en quête d'eau et de nourriture. Selon une étude publiée en mars, entre 18 100 et 34 200 personnes pourraient mourir des conséquences de la sécheresse en Somalie au cours des six premiers mois de cette année. (AFP)

Biodiversité

Naissance d'un lémur noir au zoo de Planckendael

Un lémur noir est né au zoo de Planckendael, le 24 mars. Il s'agit de la troisième naissance de cette espèce enregistrée au sein du parc animalier. "Une excellente nouvelle pour le programme d'élevage international de ce lémurien menacé", a annoncé le zoo mardi. Les parents du jeune lémur ont déjà eu deux petits depuis 2021. Le parc contribue ainsi "à la constitution d'une population de réserve". Le sexe du petit n'a pas encore pu être déterminé. Ces primates vivent à l'état sauvage sur l'île de Madagascar, au large de la côte africaine, où ils sont quotidiennement confrontés à de multiples menaces, parmi lesquelles la déforestation, le braconnage et le commerce illégal. (Belga)

Santé mentale

La façon dont on utilise l'ordinateur indique le stress au bureau, selon une étude

La façon dont les gens tapent et utilisent la souris sur ordinateur peut être un meilleur indicateur de stress que leur rythme cardiaque, ont indiqué mardi des chercheurs suisses, estimant que leur modèle pourrait aider à prévenir le stress chronique. "Les personnes stressées déplacent la souris plus souvent et moins précisément et couvrent de plus longues distances sur l'écran", a affirmé l'auteur de l'étude, Mara Nagelin. "L'augmentation des niveaux de stress a un impact négatif sur la capacité de notre cerveau à traiter l'information. Cela affecte également nos capacités motrices", a expliqué la co-auteure Jasmine Kerr. Les chercheurs ont estimé qu'il était urgent de trouver des moyens fiables permettant de détecter un stress accru. (AFP)